

FRANCIS VAN DE WOESTYNE

Louise Mushikiwabo

*“Le monde gagnerait
à avoir beaucoup
plus de femmes
aux avant-postes”*



Invitée par les Grandes Conférences catholiques, c'est devant une salle vide de Bozar que Louise Mushikiwabo a présenté son exposé, suivi à distance par les nombreux abonnés.

Bio express

1961 Naissance près de Kigali, au Rwanda, dans une famille tutsi.

1986 Après des études au Rwanda, elle poursuit son parcours l'Université du Delaware (États-Unis) et obtient un diplôme en langues et en interprétation. Elle est parfaite quadrilingue.

1994 Une partie de sa famille est décimée lors du génocide. Elle rentre au pays.

Elle travaille ensuite dans plusieurs bureaux d'avocats et au bureau Amérique du Nord de la Banque africaine de développement.

2006 Elle rejoint la direction de l'information à la Banque africaine de développement, en Tunisie. Elle publie, avec Jack Kramer, *Rwanda Means the Universe*.

2008 Retour au Rwanda. Paul Kagamé la nomme ministre de l'Information puis ministre des Affaires étrangères.

2018 Elle est élue secrétaire générale de la Francophonie. Le magazine *Jeune Afrique* considère qu'elle est l'une des personnalités africaines les plus influentes.

Les étincelles

C'est sans doute à cause de ou grâce au masque. Mais comment ne pas, d'abord, remarquer les étincelles qui animent ses yeux. Et ce sont eux qui tout au long de l'interview traduiront ou trahiront les émotions qu'elle maîtrise.

Des étincelles, d'abord, lorsque l'on évoque le génocide rwandais, dans lequel une partie de sa famille a péri. Y compris son frère, alors seul ministre tutsi du gouvernement, assassiné au premier jour des massacres, le 7 avril 1994.

Des étincelles, toujours, presque des larmes, lorsque viennent les questions plus personnelles, lorsqu'elle évoque la mort et l'espoir de retrouver un jour ceux qui sont partis, avant.

Des étincelles encore, vives, lorsqu'elle défend avec vigueur et force son président, Paul Kagamé. Ou lorsque nous évoquons les critiques, nombreuses et répétées, sur le non-respect des droits humains dans son pays. Elle connaît les reproches. Elle fait face. Son pays, c'est sacré. C'est sa base, son roc, sa force.

Des diplomates, des journalistes, des hommes politiques nous l'avaient dit: Louise Mushikiwabo fait partie des grands de ce monde. Son engorgement, son réseau dépassent de loin le continent africain. Ministre des Affaires étrangères d'un pays meurtri par le génocide, elle a tissé des relations, plaidé la cause des Rwandais dans toutes les enceintes internationales. Elle a une solide réputation de gestionnaire.

Et c'est en améliorant la gestion qu'elle entend transformer la Francophonie qu'elle dirige depuis 2018, cette belle association un peu assoupie, incapable jusqu'ici d'ancrer son discours et son action dans la réalité. Une sorte d'Onu aux petits pieds. Louise Mushikiwabo veut changer les choses, rendre concrète l'action de la Francophonie avec la langue française comme instrument solidaire de la démocratie: le français comme promesse de liberté.

Par-dessus tout, elle veut aider les filles et les femmes, que certaines cultures maintiennent dans un rôle secondaire, à s'affranchir et à exercer des responsabilités. Elles ont, dit-elle, une autre manière de voir les choses et de diriger. Avec elles aux manettes, le monde irait mieux. Voici son plaidoyer. Optimiste.

Merci aux Grandes Conférences catholiques qui nous ont permis de réaliser cet entretien.

Dans quelle famille avez-vous grandi ?

Dans une grande famille de neuf enfants. Je suis la dernière. Je suis le produit de deux mondes assez différents. Mon père était un homme de la terre, il cultivait le café. Ma mère venait d'une famille plutôt aristocrate, une famille de grands historiens, de personnalités littéraires, de conseillers du Roi. Il y a en moi un peu des deux personnalités de mes parents.

Quelle enfant étiez-vous ?

Je n'étais pas difficile. Pendant que mes frères et sœur allaient à l'école, moi, je restais à la maison. Mon père m'a appris à lire très tôt, avant l'âge de 3 ans. J'étais une enfant tranquille, choyée. J'aimais l'humour, la découverte du monde, des autres. C'est toujours le cas.

Dans quelle langue s'est faite votre scolarité ?

D'abord en kinyarwanda, la langue que parlent tous les Rwandais, et ensuite en français. Et puis l'anglais.

Votre famille est tutsi. Comment la coexistence était-elle alors ?

Quand je suis née, mes parents étaient ce que l'on appelle des "déplacés internes". Ils avaient dû fuir les montagnes pour s'installer près de la ville. Ils avaient perdu tous leurs biens. Mes frères et sœurs ont vécu une période assez tourmentée. Quand je suis née, mes parents avaient déjà quitté cet endroit. Comme on le dit chez moi, les vaches n'avaient plus beaucoup de lait. C'était une période difficile. Pendant mon enfance, j'ai connu le système de discrimination jusqu'au génocide.

Vous avez fait une partie de votre scolarité au Rwanda, à l'Université de Butare, puis vous êtes partie aux États-Unis...

J'ai rejoint les États-Unis en 1986. En 1990, j'ai terminé ma maîtrise à l'Université du Delaware, celle qu'à également fréquentée, avant moi, Joe Biden. À l'époque, je ne pouvais pas rentrer au Rwanda, les arrestations se multipliaient. J'y suis allée très rapidement en 1990 et en 1991. Mais je suis retournée aux États-Unis parce que la période était vraiment très difficile. Ma famille était impliquée en politique: je savais que j'étais également visée. J'ai commencé à travailler aux États-Unis, à la Banque africaine d'Amérique du Nord jusqu'en 1994.

Votre famille a été décimée lors du génocide.

Oui, j'ai perdu une grande partie de ma famille lors du génocide. Mon frère Lando Ndasigwa était une personnalité politique: il avait fondé le Parti libéral du Rwanda. Il était, à l'époque, le seul Tutsi du gouvernement. Il a été assassiné le 7 avril 1994, le premier jour des massacres.

Votre frère ne porte pas le même nom...

Au Rwanda, le nom de famille a été introduit par l'administration belge mais cela n'a pas tenu car au Rwanda chaque enfant a ses propres prénom et nom. Dans certaines familles, les enfants ont le même nom que le père. Dans d'autres, non. Mon nom ne peut pas être celui d'un homme: Mushikiwabo signifie "leur sœur", c'est un nom de femme...

Comment vous êtes-vous relevée ? Comment revivre après un tel drame, le crime des crimes...

J'ai toujours eu la volonté de me battre. C'est dans mon caractère, depuis toujours. Quand j'ai vu que le pays revivait, petit à petit, je me suis dit que je devais participer à ce renouveau. J'ai évidemment passé des moments extrêmement difficiles en 1994 et 1995. Je travaillais pour un cabinet de relations publiques aux États-Unis. J'ai démissionné, je suis rentrée au pays. Pendant un an, j'ai aidé ma sœur à reconstruire un

petit hôtel familial. Et ensuite je suis retournée aux États-Unis pour poursuivre ma carrière. Je me suis mariée là-bas. J'ai finalement quitté l'Amérique pour la Tunisie, où j'ai dirigé la communication à la Banque africaine de développement.

En 2008, Paul Kagamé vous a demandé de rejoindre son gouvernement. Pourquoi vous a-t-il choisie ?

Jc l'avais rencontré lorsqu'il était venu aux États-Unis. J'étais très active dans la communauté rwandaise, il connaissait bien ma famille, mon frère et les autres, j'ai d'abord été ministre de l'Information et, pendant près de dix ans, ministre des Affaires étrangères. Une expérience passionnante. J'ai beaucoup aimé être ministre des Affaires étrangères, j'ai vécu cela comme une grande contribution à mon pays. Ce n'est pas un poste facile mais c'est la période pendant laquelle mon pays s'est largement ouvert au monde. Ce fut très intense. J'ai beaucoup travaillé sur le continent africain, cela m'a permis de bien connaître d'autres pays. J'ai présidé plusieurs fois le Conseil des ministres de l'Union africaine. J'ai aussi mené la campagne pour que mon pays intègre en 2013 et 2014 le Conseil de sécurité des Nations unies et je me suis impliquée dans les dossiers de la médiation post-conflits.

Pourquoi avoir choisi de postuler au secrétariat général de la Francophonie ?

Je vois cet engagement comme le prolongement de ma carrière, je me sens en quelque sorte ministre des Affaires étrangères de plusieurs pays. La francophonie est une très belle histoire. C'est une organisation internationale, multilatérale, intergouvernementale. Elle a été créée, il y a cinquante ans, par des hommes visionnaires, intelligents, qui venaient d'histoires et de géographies différentes. Un Sénégalais, Léopold Sédar Senghor, homme de lettres et futur président de la République du Sénégal; le président du Niger Hamani Diori; le président de la Tunisie Habib Bourguiba et le roi du Cambodge Norodom Sihanouk se sont associés et ont créé une sorte de famille francophone internationale. Ils avaient en commun d'avoir été colonisés. Ils

ont décidé d'extraire de cette terrible expérience de la colonisation la langue française comme un élément de lien et de solidarité entre leurs peuples et y ajoutant d'autres valeurs. Quand on a de la boue et des pépites, pourquoi ne pas en extraire les pépites ?

La boue pépité serait donc le français...

La langue française n'appartient pas qu'à la France. C'est une langue dont les anciennes colonies se sont saisies, elles l'ont adoptée, adaptée et lui ont donné des saveurs particulières. Aujourd'hui, la francophonie est une organisation politique internationale mais aussi de coopération qui aide certains secteurs prioritaires à travers les cinq continents. Mon ambition est que la francophonie ait une influence sur les enjeux mondiaux. Notre organisation peut rapprocher, mettre en lien. Nous sommes une organisation basée sur des valeurs humaines, humanitaires, le mot clé de la Francophonie est la solidarité. Nous avons 88 membres: 54 membres à part entière et des membres associés ou observateurs. D'autres frappent à notre porte. C'est une organisation dynamique, qui représente un certain attrait.

La Francophonie est de plus en plus africaine

L'Afrique constitue plus de la moitié des membres votants à part entière. Kinshasa est peut-être la plus grande ville francophone du monde, avant Paris.

Suite page 54

Suite de la page 53

“Les femmes font vivre le monde”

La Francophonie donne parfois l'image d'une organisation lointaine, bureaucratique, pesante.

Pendant longtemps, la Francophonie a donné l'image d'une organisation à relents coloniaux, un peu lente, pas progressiste. Il faut changer cela. Comme dans d'autres organisations multilatérales que je connais, les Nations unies, le Fonds monétaire international ou la Banque africaine de développement, il y a beaucoup de lourdeurs, de procédures. Qu'ils travaillent ou non, certains membres du personnel ont le sentiment d'avoir un emploi à vie. La Francophonie doit s'inscrire dans les temps présents, être plus efficace, bien gérée, agile, adaptable aux situations puisque nous sommes là pour apporter des solutions. Nous ne pouvons pas rester une organisation de chefs d'État qui se rencontrent en sommets. Nous devons aller sur le terrain. Quand on est ministre, on gère. Je suis venue à la Francophonie avec la connaissance de la gestion. J'ai vite compris que les cadres institutionnel et professionnel devaient être améliorés. Il fallait resserrer la gestion et passer à un niveau supérieur pour avoir de l'impact et créer une vraie influence sur les relations internationales. Je mets aussi beaucoup d'énergie pour le retour à la langue française dans le système international.

Mais vous considérez que le français doit se débarrasser de son image ésothérique, voire élitiste...

La langue française est exigeante. Il faut la parler parfaitement, ne faire aucune faute d'orthographe, prononcer parfaitement... Mais la jeunesse d'aujourd'hui n'a pas le temps de faire de longues phrases, de maîtriser parfaitement l'orthographe. La jeunesse est portée sur une communication facile, rapide. Et la jeunesse, c'est une chance, elle est la grande composante de notre espace francophone: dans certains de nos pays francophones, 70% de la population a moins de 30 ans, voire moins de 25 ans. La jeunesse veut s'engager dans ce beau projet francophone mais le sondage que nous avons réalisé montre que les jeunes attendent une certaine simplification de la langue française. Elle sera dès lors plus attractive pour la jeunesse, y compris la jeunesse française. Cette langue, de culture, doit aussi permettre de communiquer.

Dès votre accession au secrétariat général de la Francophonie, vous avez tracé un fil conducteur de votre action : l'éducation des filles comme facteur de développement.

Pour moi, c'est un thème naturel, qui s'impose. Quand elles sont éduquées, les jeunes filles apportent beaucoup à la société. Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale. La femme doit prendre sa place. La femme éduquée est capable de mener beaucoup de combats, pour elle-même, sa famille, ses enfants, son entourage, sa communauté, son pays et le monde. La femme est une bâtisseuse de société, qu'on va chercher quand cela ne va pas. Les femmes éduquées sont un élément de transformation profonde de la société. Elles font vivre le monde. Mais il y a des pesanteurs culturelles, religieuses, économiques.

Il subsiste de profondes inégalités entre filles et garçons dans les pays de la francophonie.

L'inégalité et les injustices dont sont victimes les filles et les femmes, pas seulement dans les pays de la francophonie, dans le monde entier, sont une erreur qu'il faut absolument réparer. Les injustices se manifestent au niveau de l'éducation: quand il faut faire un choix, pour des raisons financières, lorsqu'une famille a besoin d'une aide à la maison pour des tâches ménagères, c'est le garçon qui est privilégié. Il peut poursuivre son parcours scolaire



VARIE RUSSILLO

tandis que la fille doit l'interrompre précocement. Selon les chiffres de l'Unesco, 62 millions de filles entre 6 et 14 ans sont privées d'éducation. Dans beaucoup de pays, c'est le jeune homme qui hérite et non la jeune fille. Les hommes s'attribuent en grande majorité les postes stratégiques. Le monde est en proie à l'instabilité, la grogne sociale monte partout. Je pense que le monde gagnerait à avoir beaucoup plus de femmes aux avant-postes car elles apportent une certaine douceur aux débats. Elles y vont avec beaucoup moins d'ego. La femme est une bâtisseuse de ponts.

Au Rwanda, vous voulez montrer l'exemple...

La contribution de la femme rwandaise au pays aujourd'hui est incontestable. Que ce soit dans le processus de réconciliation communautaire, dans les activités de développement de base, dans le combat politique, l'action des femmes est prépondérante. Le Parlement rwandais est féminin à 61%. Elles ne sont pas là uniquement parce que ce sont des femmes mais parce qu'elles ont contribué à reconstruire le pays après le génocide. Les femmes font tout cela sans beaucoup se plaindre. Elles participent à une société plus équilibrée.

La femme, dit Aragon, est l'avenir de l'homme...

Oui. Cela dit, je n'aime pas beaucoup l'idée d'une femme victime. La femme a beaucoup de résilience. Sa situation n'est pas enviable dans beaucoup de cultures et de pays mais la femme, d'une manière générale, se bat. Elle le fait avec beaucoup de passion. Dans la société, la femme est l'élément qui arrive à trouver des solutions. Mettons les femmes instruites et capables dans les postes à responsabilités. Le monde ira mieux.

Questionnaire de Proust

Quelle est votre vertu préférée? La générosité.

La qualité que vous préférez chez un homme?

La gentillesse.

Chez une femme? La confiance en soi.

Votre principal défaut? L'hésitation.

Votre principale qualité? La sincérité.

Votre rêve de bonheur? Être entourée des gens que j'aime. Et passer du temps sans agenda.

Quel serait votre plus grand malheur?

Ne plus retourner dans mon pays.

Votre auteur préféré? Je citerais

plusieurs auteurs africains: Mongo Beti,

Chinua Achebe, Alain Mabanckou,

Chimamanda Ngozi Adichie

et Amadou Hampâté Bâ.

Votre compositeur préféré?

Lucky Dube.

Qu'est-ce que vous détestez par-dessus tout?

L'hypocrisie.

Quel est le don que vous auriez aimé avoir?

Être sportive...

Comment aimeriez-vous mourir? Pas seule.

Quelle est la faute, chez les autres, qui vous inspire le plus d'indulgence? La lâcheté.

Avez-vous une devise, une phrase qui vous inspire? On est ensemble.



“Je crois que quand on meurt, on retrouve ceux que l’on a aimés”

Comment vous ressentez-vous ?

Heureusement, je ne suis pas de nature stressée. Je me ressource facilement. Je fais des spas... j’aime beaucoup les balades dans les bois. Non loin de Paris, là où se trouve le siège de l’Organisation internationale de la francophonie, je peux faire facilement trois ou quatre heures de marche. Cela me rafraîchit la tête.

Qu’est-ce qui vous a construite ?

La volonté, l’ambition, la confiance en moi-même. Dans mon enfance, dans une grande famille, étant la cadette, j’ai eu beaucoup de renforcements positifs de mes parents, des frères, de ma sœur. J’ai grandi sans complexes. Cela m’a beaucoup construite.

En qui, en quoi croyez-vous ?

Bien sûr, je crois en Dieu. Mais aussi en l’humain, à sa capacité à aller très loin, à panser ses plaies, à se régénérer. Le pouvoir humain est quelque chose d’extraordinaire.

Pensez-vous à la mort, parfois ?

Oui. Quand j’ai des amis ou des parents qui décèdent. Quand je suis moi-même en situation de danger, ce qui est déjà arrivé quelques fois. Oui, j’y pense. Mais la mort ne m’angoisse pas au-delà du fait de partir sans dire au revoir à ceux que j’aime. La mort fait partie de la vie.

Qu’y a-t-il après la mort ?

Une autre forme de vie. Je crois que quand on meurt, on retrouve ceux que l’on a aimés et qui sont partis avant nous.

“Après des années d’efforts, de dialogue, le Rwanda est un pays assez réconcilié avec lui-même”

Depuis 25 ans, le Rwanda tente de vivre en harmonie. Les maîtres-mots sont la réconciliation, l’entente. Y parvient-il vraiment ?

Un génocide, ce n’est pas un conflit, un assassinat, c’est un crime odieux. C’est le crime des crimes qui déchire la fibre de la société. Le Rwanda s’est engagé sur le chemin de la réconciliation parce qu’il fallait que le pays renaisse, que la vie continue. Des efforts considérables ont été entrepris. Mais ce n’est pas facile de revivre ensemble, de ne pas se méfier de son voisin après un génocide. Après des années d’efforts, de dialogue, le Rwanda est un pays assez réconcilié avec lui-même. Des dialogues à caractère constitutionnel sont organisés. Chaque année, en décembre, les Rwandais se retrouvent. Les représentants des différentes couches de la société, les dirigeants du pays, les instituteurs, les policiers, les agriculteurs... tous les Rwandais se retrouvent pour échanger et se parler de l’année écoulée. Les échanges ont pour objectif de maintenir cet esprit de dialogue. Les efforts ont porté leurs fruits. Mais cela n’est pas facile et cela reste un travail de longue haleine.

“L’important, c’est la volonté des Rwandais. Ce sont les citoyens qui décident qui doit gouverner un pays.”

Malgré des progrès, votre pays n’échappe pas à la critique. De manière répétée et continue, d’aucuns s’inquiètent de disparitions inexplicables, d’arrestations arbitraires, d’intimidations, voire de violations des droits humains...

J’ai occupé des postes de responsabilité au Rwanda, je connais bien la vie politique depuis mon engagement politique au service de mon pays. Il y a dans plusieurs milieux, surtout en dehors du Rwanda, un refus d’admettre que le pays va bien. Par rapport à d’autres pays que je connais bien, il n’y a rien de particulier en termes de droit, de libertés, de respect des droits humains. Sincèrement, je pense qu’il y a une sorte de label qui a été collé sur le Rwanda, peu importe ce qu’il s’y passe. Des efforts très importants ont été réalisés en matière de droits humains, pour promouvoir et appliquer le vivre-ensemble. Admettez qu’après un génocide cela n’est pas évident. La gestion politique du Rwanda est unique et c’est cela, je crois, qui déroute. Au Rwanda, le système politique impose que le pouvoir soit par-

tagé. Le parti au pouvoir ne peut pas prendre plus de 50% de place au Parlement. C’est un pays où la jeunesse a sa place, où 50% du Conseil des ministres sont des femmes. Il y a des progrès indéniables, des avancées. Pourtant, on ajoute toujours un “mais”...

Le pouvoir, dites-vous, est partagé “mais” le Président pourra rester au pouvoir jusqu’en 2034...

Le pouvoir n’est pas incarné par un seul homme. Paul Kagamé est un homme qui a beaucoup travaillé pour son pays. Il est arrivé au pouvoir à un moment historique. Son parti politique a contribué énormément à reconstruire le pays. Pour la grande majorité des Rwandais, Paul Kagamé peut rester au pouvoir aussi longtemps qu’il le veut, précisément parce qu’il a gagné la confiance des Rwandais, il a fait ses preuves, il a reconstruit, il a quasiment recréé un pays. C’est le sentiment des Rwandais. L’important, c’est la volonté des Rwandais. Ce sont les citoyens qui décident qui doit gouverner un pays. Sous

d’autres cieux, c’est différent. Dans certains pays, une participation aux élections de 20% de la population est acceptable. Dans notre système, c’est incompréhensible. Il faut bien comprendre le contexte dans lequel le pays évolue. Le plus important, dans chaque situation politique, est qu’il n’y ait pas d’action politique qui ne soit pas le fait des citoyens. C’est cela, la démocratie. Or, ailleurs, la démocratie est en faillite.

Paul Kagamé a favorisé l’anglais dans son pays, il s’exprime peu en français. Pourtant il a soutenu votre candidature à la présidence de la Francophonie...

Le président Kagamé a quitté... ou plutôt il a été chassé du Rwanda francophone quand il avait 3 ans. Il est devenu réfugié très jeune. Il a grandi et a fait sa scolarisation en Afrique de l’Est, dans un pays anglophone, l’Ouganda. Il a autour de lui des conseillers francophones, il commence à comprendre le français, parfois il corrige le traducteur. Il a soutenu ma candidature à la Francophonie puisqu’au sommet de la Francophonie on ne parle que le français. Nous avons quatre langues officielles au Rwanda: le kinyarwanda, le français, l’anglais, le swahili.